



30 ans d'histoire du CQT

Un regard de Pierre MacDuff,
directeur général de la compagnie de création Les Deux Mondes

Chercher quelque part le bouton de la télécommande mentale qui permet le défilement accéléré en marche arrière et celui d'arrêt sur image, trente ans plus tard. Il y aura forcément des oublis.

L'état général du contexte

Le CQT a été fondé officiellement le 8 mai 1983, un an et demi après la tenue des premiers États généraux du théâtre (9 novembre 1981) auxquels avaient participé quelque 450 personnes représentant le milieu théâtral dans la diversité de sa pratique, de ses générations et de ses territoires. Cet événement avait été précédé d'une quarantaine de rencontres sectorielles. J'avais fait partie du comité organisateur des États généraux dès les tout débuts, en février 1980, et avais la responsabilité d'un comité portant sur une nouvelle catégorisation des compagnies de théâtre et sur leurs missions socioculturelles. Les autres comités dont les travaux se traduisaient en autant d'ateliers lors des États généraux s'étaient penchés sur les lieux théâtraux, le statut de l'artisan de théâtre (on englobait sous ce vocable tous les métiers de la scène, dont les interprètes, et il fut beaucoup question de formation théâtrale), les problématiques régionales, et une politique culturelle à faire.

Le théâtre fut le premier secteur des arts d'interprétation à se doter d'une structure de représentation qui défende les intérêts supérieurs de la discipline et à regrouper toutes ses composantes. Le milieu de la danse suivit, en 1984, puis celui de la musique, en 1987.

Élu au premier conseil d'administration, je devins le premier directeur général à l'automne 1984, et incidemment seul employé du Conseil québécois du théâtre jusqu'en 1986¹. Il fallut produire des règlements généraux (merci Normand Chouinard!), mettre sur pied un secrétariat (qui fut

¹ Marie-Christine Larocque devint directrice adjointe, jusqu'en 1988. La situation financière permit, en 1988, l'engagement de Denis Lagueux à la direction administrative.

durant plusieurs années dans des locaux partagés conjointement avec l'Association québécoise du jeune théâtre et les Cahiers de théâtre *Jeu*), puis coordonner le travail d'une demi-douzaine de comités qui travaillaient bénévolement, le tout sous la présidence successive de Jean-Luc Bastien (1983 à 1986), puis de Catherine Bégin (1986 à 1991). Et organiser trois congrès.

À cette époque, le Québec n'avait pas encore adopté sa Loi sur le statut de l'artiste de la scène (celle-ci ne verra le jour qu'en 1988²), ni ne s'était officiellement doté d'une politique culturelle³. Si la première est directement tributaire des actions de l'Union des Artistes, la seconde résulte d'un vaste mouvement auquel le CQT a consacré énormément d'efforts.

Le programme des États généraux était vaste et le travail du Conseil visait à traduire de façon concrète la cinquantaine de résolutions adoptées, en plus de réagir à l'actualité. Le Conseil s'y est attelé en continuant de documenter de façon solide les diverses problématiques auxquelles il s'attaquait. Il informait le milieu théâtral par la production d'un bulletin d'information qui paraissait quatre fois l'an (le web n'avait pas cours et le traitement de texte se faisait par le biais de firmes spécialisées; toute correction était laborieuse). Le Conseil a ainsi produit nombre d'études, sur lesquelles il appuyait ses revendications auprès des pouvoirs publics en vue d'un meilleur soutien à la pratique professionnelle du théâtre ou pour la création de mesures pertinentes.

Les lieux théâtraux

Le Conseil s'est rapidement penché sur la situation des lieux théâtraux, et l'amélioration du « parc immobilier » que ceux-ci constituent doit, pour beaucoup, aux actions du Conseil venu en appui à de nombreux projets. Il faut se souvenir que dans les années 80, presque aucun théâtre montréalais n'avait encore fait l'objet de rénovations (sauf le Théâtre Denise-Pelletier), et la plupart d'entre eux appartenaient encore à des intérêts privés⁴. Le Théâtre d'Aujourd'hui se produisait dans un fond de cour de la rue Papineau, le Théâtre expérimental des femmes n'était pas encore devenu l'Espace GO et occupait un espace minuscule dans le Vieux-Montréal; la Licorne occupait un espace minuscule de la rue St-Laurent; l'Usine C n'existait pas. La Maison-Théâtre accueillait les compagnies dans la très vilaine salle du Tritorium du Vieux-Montréal. Le Théâtre de la Bordée occupait un espace minuscule sur la rue Saint-Jean. L'Implanthéâtre (ancienne dénomination du Théâtre Périscope) n'existait pas encore, ni le centre de production du Théâtre Parminou, ni les théâtres en région sauf ceux où s'exerçait une pratique estivale. Les compagnies de création montréalaises étaient confinées à la scène minuscule du Conventum (rue Sanguinet) et à quelques scènes furtives de cafés-théâtres. La création théâtrale se déclinait de force en mode minuscule au plan spatial... L'ouverture de la Salle Fred Barry, en 1977, avait donné accès à une salle qui semblait gigantesque à l'époque. La création d'Espace libre, en 1981, fut événementielle. Les congrès du CQT ont souvent remis à l'avant-plan la nécessité de construire ou de rénover des lieux mieux adaptés à l'évolution de la pratique et c'est assurément là un des gains les plus durables du milieu théâtral et de l'action du Conseil.

² Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

³ Celle-ci ne sera adoptée qu'en 1992.

⁴ Ce qui avait conduit le conseil à tenir une conférence de presse, en 1988, sous le thème « Le théâtre, un art locataire ».

La formation professionnelle

En 1989, le CQT a tenu des États généraux sur la formation professionnelle en art dramatique (précédés de 11 tables sectorielles auxquelles avaient pris part 100 personnes). En dépit de la création d'un Conseil supérieur de la formation en art dramatique au terme de ces assises, ce dernier est devenu inopérant, le milieu ne parvenant malheureusement pas, dans ce domaine, à une action cohérente et concertée. Les effets de cette situation chaotique et du nombre démesuré d'écoles de formation se font sentir avec plus d'acuité encore, vingt-cinq ans plus tard.

Les médias

Le 25 avril 1989, le CQT tenait au TNM une journée d'étude sur la couverture du théâtre par la presse écrite, inaugurée par le maire de Montréal, Jean Doré, sous la présidence d'honneur de Jean Duceppe. Cette fois encore, une impressionnante documentation avait été produite et permettait de voir l'espace rédactionnel réservé au théâtre par les quotidiens montréalais (il y avait, à l'époque, une corrélation directe entre cette couverture médiatique et la fréquentation en salle). Les responsables des pages culturelles des journaux francophones avaient été invités à débattre le sujet. Peu de temps après, et grâce à la collaboration de l'éditeur de *La Presse*, Roger D. Landry, ce journal acceptait de produire et d'inclure dans son édition une publication intitulée *Théâtre à l'affiche* (dont l'allure et le rythme de parution changeront au cours des ans). L'information recueillie et mise en page par le CQT présentait un portrait détaillé de tous les spectacles à l'affiche dans la région métropolitaine.

Interlocuteur des pouvoirs publics et organisme de pression

C'est toutefois au chapitre politique que le CQT a marqué le plus de points, en étant d'emblée reconnu comme un interlocuteur incontournable par les pouvoirs publics avec qui il a pu, de ce fait, créer un certain rapport de forces. S'appuyant sur cette reconnaissance à laquelle souscrivaient aussi les médias, le Conseil a organisé conjointement avec la section québécoise de la Conférence canadienne des arts le tout premier débat politique sur les enjeux culturels entre les aspirants à la mairie de Montréal, en octobre 1986. La formule fut reprise par la suite, et déborda au niveau provincial. Le CQT fut, en novembre 1990, l'un des organismes invités à déposer un mémoire à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (Commission Bélanger-Campeau)⁵.

Enfin, le 24 novembre 1986, le CQT convoquait les principaux organismes artistiques professionnels du Québec à une rencontre ayant pour but d'évaluer les possibilités d'une action commune face au gouvernement du Québec en vue d'obtenir une augmentation substantielle du budget du ministère des Affaires culturelles, et donnait le coup d'envoi de la Coalition du monde des arts et des affaires culturelles (qui regroupera quelque 80 associations de toutes les disciplines artistiques); il en supporta le secrétariat jusqu'à sa dissolution au début des années 90. La présidente et le directeur général du CQT faisaient partie de la délégation qui rencontra

⁵ René-Daniel Dubois, *Pour une politique... culturelle / Réflexions, portant notamment sur les rapports entretenus, au Québec, depuis 1960, entre les milieux culturels et politiques, s'attardant particulièrement à l'état actuel du ministère des Affaires culturelles, et cherchant à dégager de ces rapports et de cet état des indications quant à l'intérêt réel porté par l'État du Québec aux caractères distinctifs de la société québécoise*, novembre 1990.

le premier ministre Robert Bourassa, le 8 décembre 1987, en vue de lui soumettre les arguments militant pour que le Québec consacre un pour cent de son budget à la Culture. Si cet objectif a été atteint subséquemment par le Parti québécois (par la fusion des ministères des Affaires culturelles et des Communications, jusque-là distincts), les actions de la Coalition auront pavé la voie aux actions du Mouvement pour les arts et les lettres qui, quinze ans plus tard, allait réussir à faire augmenter de façon substantielle le budget du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Les oublis

Ce survol succinct ne s'attarde qu'aux principaux dossiers dont j'ai mémoire, sans rendre compte de ce que fut le bouillonnement de ces premières années, des nombreuses prises de position publiques de la présidence ou de la direction générale, de la présence constante du CQT dans les questions municipales, provinciales ou fédérales touchant la culture (je me souviens d'une délégation d'artistes à l'hôtel de ville de Montréal lors d'une séance médiatisée du conseil de ville, alors que Jean Drapeau était encore maire de Montréal et refusait d'augmenter le budget du CACUM). De sa présence en région. De ses interventions auprès de ministères des Affaires culturelles et de l'Éducation pour une plus grande fréquentation du théâtre par les élèves du Québec. De ses travaux pour une meilleure et plus grande diffusion du théâtre sur tout le territoire québécois. Et, surtout, du dialogue enfin possible et de l'échange d'informations entre les divers milieux, représentant autant de réalités complémentaires de la pratique théâtrale, du dévouement de tous ses membres du conseil d'administration alimentant les réflexions de leur expérience, et cherchant à dégager les consensus plutôt que les motifs de dissension.

Revenu à la pratique théâtrale, en 1991, j'ai continué à participer aux travaux du CQT, par le biais de comités, puis par un retour au conseil d'administration, en 2000. Parce que je crois profondément à la nécessité, pour un milieu, de faire le point sur son évolution, je proposais lors du colloque *Le théâtre à tout prix* de 2005, la tenue de Seconds États généraux du théâtre.

Pierre MacDuff

Après avoir été comédien dans les années 1970, Pierre MacDuff dirige le Centre des auteurs dramatiques, de 1978 à 1984, puis le Conseil québécois du théâtre, de 1983 à 1991; il préside cet organisme de 2000 à 2003. Il assume la direction artistique de la Salle Fred-Barry qui se destine à l'accueil de compagnies de création, de 1986 à 1990, et la codirection artistique du Carrefour international de théâtre de Québec, de 1992 à 1996. Il a présidé la Maison Théâtre de 2005 à 2007 et la compagnie de danse Flak du chorégraphe José Navas de 2000 à 2009. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Pierre Perreault depuis 2006. Depuis 1991, il s'est joint à la compagnie de théâtre Les Deux Mondes à titre de directeur général.